

ARRÊTÉ complémentaire
modifiant l'arrêté préfectoral n°19663 du 19 mars 2013, autorisant la société
DALKIA BIOMASSE TOURS (DBT) à exploiter une centrale de cogénération biomasse
sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE-DES-CORPS

SAIPP/BE 21110

La préfète d'Indre-et-Loire,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46 et R. 511-9 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°19663 du 19 mars 2013, autorisant la société DALKIA BIOMASSE TOURS à exploiter une centrale de cogénération biomasse sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE-DES-CORPS ;

Vu le courrier du 8 juillet 2019 transmis par l'exploitant, relatif au projet d'épandage des cendres sous-foyer, complété par le courrier du 28 juillet 2020 et le courriel du 25 janvier 2022 ;

Vu le porter à connaissance du 15 décembre 2021 de la société DALKIA BIOMASSE TOURS, sollicitant une modification de la fréquence des mesures périodiques des rejets atmosphériques de la chaudière n°2 ;

Vu l'avis des communes concernées par le plan d'épandage ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 15 octobre 2019 ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires en date du 13 novembre 2019 ;

Vu le rapport en date du 8 mars 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 24 mars 2022 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Considérant que les modifications apportées par l'exploitant sont considérées comme notables non substantielles et, au vu des catégories de projets décrites à l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, ne sont pas soumises à évaluation environnementale ;

Considérant que la chaufferie biomasse est autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 mars 2013 précité qui précise dans son article 5.1.10 que, suivant la nature des combustibles et des cendres, celles-ci peuvent être valorisées par retour au sol dans le cadre d'un plan d'épandage ;

Considérant que l'analyse technique montre l'innocuité des cendres sous-foyer et confirme leur intérêt pour l'agriculture, en substitution d'engrais minéraux. En outre, le dimensionnement du plan d'épandage apparaît compatible avec l'importance des quantités à éliminer ;

Considérant que l'exploitant a indiqué, dans le document d'incidence joint au dossier les mesures prises pour respecter les prescriptions de l'article 73 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 précité qui définissent les dispositions techniques en matières d'épandage afin de limiter les incidences du projet sur l'environnement ;

Considérant que les observations et demandes faites par les communes ne font pas obstacle à la mise en œuvre du plan d'épandage ;

Considérant que la demande de l'exploitant sollicitant la modification de la fréquence des mesures périodiques des rejets atmosphériques de la chaudière n°2 est recevable du fait que le temps de fonctionnement annuel maximal pour la période allant de 2018 à 2021 est de 43 heures ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser le tableau de classement ICPE du site et les prescriptions applicables au site pour prendre en compte les différentes modifications signalées par l'exploitant ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire :

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°19663 du 19 mars 2013, autorisant la société DALKIA BIOMASSE TOURS à exploiter une centrale de cogénération biomasse sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE-DES-CORPS sont modifiées selon les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2013 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	E, DC,D, NC (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2910.A.1	E	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p>	<p>- Chaudière n°1, biomasse : puissance thermique maximale : 28 MW PCI</p> <p>- Chaudière n°2 d'appoint, fioul domestique : puissance thermique maximale : 21.5 MW PCI</p>	Puissance thermique maximale de la chaufferie	≥ 20 MW	49.5 MW PCI

		<p>Nota 1 :</p> <p>La puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.</p> <p>Nota 2 :</p> <p>La chaudière biomasse peut également fonctionner au fioul domestique, en secours et lors des phases de démarrage, la puissance maximale est de 10 MW PCI dans ce cas.</p>				
1532.2	D	<p>Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public :</p>	<p>Capacité cumulée des stockages de bois :</p> <p>4240 m³</p>	<p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p>	<p>> 1 000 m³ mais ≤ 20 000 m³</p>	<p>4240 m³</p>
4734.2.c	DC	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</p> <p>essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p>	<p>2 cuves enterrées (double enveloppe) de fioul domestique de 80 m³ chacune.</p> <p>La quantité totale est de 140,8 tonnes (2x80x0,88).</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations</p>	<p>≥ 50 t au total, mais < 100 t d'essence et < 500 t au total</p>	<p>140,8 t</p>
4130.2.b	D	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation :</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p>	<p>Acide chlorhydrique 30% :</p> <p>6 tonnes</p>	<p>La quantité totale susceptible d'être présente</p>	<p>≥ 1 t, mais < 10 t</p>	<p>6 t</p>
1630.2	NC	<p>Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique.</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p>	<p>Stockage de soude à 30 % :</p> <p>7 tonnes</p>	<p>La quantité totale susceptible d'être présente</p>	<p>> 100 t, mais ≤ 250 t</p>	<p>-</p>

		La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :				
2410.2	NC	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610.	Puissance du crible : 11 kW	Puissance installée	> 50 kW, mais ≤ 250 kW	-
2713.2	NC	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.	Déferailage du combustible : surface : 50 m²	La surface	≥ 100 m², mais < 1 000 m²	-
2925	NC	Atelier de charge d'accumulateurs électriques : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW [...] (1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.	Onduleurs pour le secours d'équipements de contrôle de commande sensibles : puissance maximale de 20 kW	La puissance maximale	> 50 kW ou > 600 kW	-

(*) : E : Enregistrement ; DC : Déclaration avec Contrôle périodique ; D : Déclaration ; NC : Non Classé

L'intitulé du chapitre 8.4 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2013 est remplacé par :

« CHAPITRE 8.4 – Stockage de fioul domestique en réservoir souterrain (rubrique 4734) »

Article 3 : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, complètent, pour ce qui concerne les installations existantes, les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°19663 du 19 mars 2013 précité tant qu'elles ne lui sont pas contraires.

Article 4 : Les dispositions du « Chapitre 1.5 – Garanties financières » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°19663 du 19 mars 2013 précité sont abrogées.

Article 5 : Les dispositions du « Chapitre 8.3 - Utilisation de sources radioactives scellées (rubrique 1715) » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°19663 du 19 mars 2013 précité sont abrogées.

Article 6 : Dispositions relatives aux appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an :

Les dispositions de l'article 8.1.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°19663 du 19 mars 2013 précité sont abrogées.

Les dispositions relatives aux appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an mentionnées aux articles 4, 56 et 80 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

Article 7 : Les dispositions de l'article 5.1.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°19663 du 19 mars 2013 précité sont complétées par les dispositions suivantes :

Les dispositions relatives à l'épandage des cendres sous-foyer mentionnées à l'article 73 et à l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

L'épandage des cendres sous-foyer est autorisé sur les parcelles agricoles ayant fait l'objet de l'étude préalable du plan d'épandage, transmis dans le cadre de la demande et actualisé suite aux compléments apportés, sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité et dans les conditions définies dans cette étude préalable à l'épandage.

Le parcellaire autorisé pour le plan d'épandage est joint en annexe.

L'exploitant vérifie annuellement que le dimensionnement du plan d'épandage reste compatible avec la quantité de cendres sous-foyer à épandre.

Article 8 : Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Mettray du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Pierre-des-Corps pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9 : Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour ses membres et de sa publication pour les tiers :

- d'un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours,

- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 qui peut également être saisi par l'application informatique Télérécoeurs accessible par le site internet www.telerecoeurs.fr

ARTICLE 10 : La Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Tours, le 5 AVR. 2022

Pour la Préfète et par délégation
Le Directeur de Cabinet,


Charles FOURMAUX